

Didier Lemaire

LETTRE OUVERTE
21/10/2020



Témoignage d'un professeur de philosophie en lycée public

Chers collègues enseignants,

Un professeur, notre collègue, est mort du seul fait d'avoir enseigné les principes qui fondent notre république et notre histoire : la liberté de penser et son corollaire, la liberté d'expression.

À travers lui, ces assassins ont visé tous les enseignants qui chaque jour transmettent cette part d'eux-mêmes que d'autres leur ont également transmise. Cette part qui est la meilleure de nous-même car elle fait de nous des êtres singuliers ouverts à tous les autres humains. La pensée, délivrée de la peur de l'autorité, de l'ignorance, de l'obscurantisme, de l'illusion et de l'enfermement dans la certitude est en effet la partie la plus personnelle de nous-même parce qu'il dépend d'abord de nous de construire notre jugement. Dans une société où l'on doit penser comme les autres, sans avoir le droit de douter et de dialoguer, personne ne peut devenir soi-même.

Mais devenir un individu libre n'est possible qu'à deux conditions : un État de droit qui empêche toute communauté de confisquer à l'individu sa liberté en lui imposant une manière d'être et de penser et une École qui prépare chaque homme à devenir citoyen par la transmission d'une culture humaniste, scientifique, artistique et philosophique.

Or, la première de ces conditions n'existe plus dans de nombreux quartiers. Professeur de philosophie à Trappes depuis vingt ans, j'ai été témoin de la progression d'une emprise communautaire toujours plus forte sur les consciences et sur les corps. L'année de mon arrivée au lycée, la synagogue de Trappes brûlait et les familles juives étaient contraintes de partir. Après les tueries de 2015 et de 2016, je me suis engagé dans des actions de prévention, notamment par le théâtre et des rencontres avec des historiens ou des sociologues spécialistes de la manipulation. Constatant que mes efforts se heurtaient à des forces qui me dépassaient, en 2018, j'ai écrit avec Jean-Pierre Obin au président de la République pour lui demander d'agir de toute urgence afin de protéger nos élèves de la pression idéologique et sociale qui s'exerce sur eux, une pression qui les retranche peu à peu de la communauté nationale. Malheureusement, aucune action efficace n'a été entreprise pour enrayer ce phénomène. Il y a actuellement à Trappes 400 fichés S de catégorie "radicalisation" qui se promènent librement, sans compter les fichés pour terrorisme. Et nos élèves vivent dans une situation schizophrénique où le conflit de loyauté devient pour eux inextricable.



Aujourd'hui, c'est l'École et la liberté qui sont attaquées. Pas seulement par un homme, l'assassin. Celui-ci n'est que le bras armé d'un projet mis à exécution par des milliers d'idéologues qui, comme jadis les nazis, entretiennent le sentiment victimaire pour inciter à la haine et préparer le passage à l'acte. Ces idéologues ne sont nullement des « séparatistes » : ils ne veulent pas simplement soustraire des populations au territoire national, ils veulent abattre la République et la démocratie et leur cœur, l'École.

Leur stratégie a été théorisée après le 11 septembre dans le livre d'Al-Souri (dont le politologue Gilles Kepel — qui vit depuis des années sous protection judiciaire — a expliqué les grandes lignes). Elle consiste, en multipliant les actes de terreur, « les mille entailles », à épuiser l'ennemi, trop puissant pour une guerre frontale. Pour ce faire, ces idéologues se servent de la quête de la pureté religieuse comme jadis les nazis se servaient de la quête de la pureté de la race pour présenter ces tueries comme des actes nécessaires et nobles. L'appartenance à l'humanité apparaît alors circonscrite au seul groupe « pur », l'autre devant être éliminé. C'est en exacerbant le sentiment d'humiliation auprès de populations peu intégrées et en faisant miroiter cette pureté religieuse qu'ils poussent de jeunes paumés, souvent délinquants et coupés de la société, à haïr la France et les Français.

Parallèlement, ils neutralisent toute prise de conscience du danger en jouant sur la mauvaise conscience des « progressistes », en flirtant avec eux sous couvert de lutter contre « le racisme », « l'injustice » ou « la violence policière ». En saturant l'espace public de leurs emblèmes et de leurs pratiques, qui sont pourtant des signes de crimes contre l'humanité, à commencer par la réduction de la femme à l'esclavage, en infiltrant l'école, l'université, les grandes écoles, la sphère politique locale et nationale, en répandant partout le double discours et l'injonction à « accepter l'autre dans sa différence », ils paralysent toute volonté de répondre à ces tueries autrement que par des mots, des bougies et des fleurs. Cette guerre idéologique leur permet de conquérir une légitimité en pervertissant nos idéaux, en les vidant de leur sens. Certains occupent aujourd'hui des places importantes, à la radio, au cinéma ou au sein même de l'État. Ils parviennent à se faire passer pour des remparts au fanatisme alors qu'ils travaillent de concert avec les idéologues qui veulent détruire notre culture. On les retrouve aujourd'hui capables d'influencer des syndicats étudiants, enseignants, des confédérations de parents d'élèves soit disant laïques et des partis politiques qui n'hésitent même plus à relayer leur antisémitisme.

D'où, à chaque fois qu'une tuerie se produit, l'état de sidération dans l'opinion. Pourtant, ces tueries obéissent à une logique et à une progression. Elles sont rigoureusement menées selon un même mode opératoire : la tuerie aveugle, déshumanisée, le retranchement et l'affrontement final pour mourir « en martyr ». Leur progression procède par extension et intensification. Les premières attaques ont visé les Juifs, des adultes comme des enfants. (Elles furent précédées par une cinquantaine d'attaques contre des synagogues de janvier 2000 à juin 2001 qui n'ont pas été prises au sérieux, comme ici à Trappes.) La même année, l'armée a également été ciblée. Puis ce furent d'autres représentants de l'État, des policiers, et des représentants de la culture et ceux d'autres religions, la jeunesse française, et dorénavant, n'importe quel français n'importe où sur le territoire. L'attaque contre l'École était un objectif prévisible car déclaré depuis au moins 2015.





Nous sommes au début d'une guerre par la terreur qui va se généraliser et s'amplifier parce qu'une grande partie de nos concitoyens préfère ne pas voir que c'est notre héritage qui est menacé. Le reconnaître, ce serait alors devoir le défendre avec courage.

Ce courage, Samuel Paty l'a eu. Sans doute, parce qu'il chérissait notre héritage. Mais il n'a pas été protégé par l'institution qui a sous-estimé la menace, fidèle à la conduite d'évitement de nos représentants politiques et de la majorité de nos concitoyens.

Et l'on ne peut que s'interroger aujourd'hui sur l'avenir de notre métier. Comment enseigner les langues, les arts, les sciences et la culture générale à des enfants qui sont soumis, dès leur plus jeune âge, à la pression sociale phénoménale de ces idéologues ? Devons-nous continuer de faire comme si nos élèves n'étaient pas eux-mêmes soumis à cette pression ? Combien de temps encore pourrions-nous exercer notre métier de transmission si l'État ne remplit pas sa mission ? Pouvons-nous, enseignants, pallier l'absence de stratégie de nos représentants pour vaincre ce fléau mortifère ?

Didier Lemaire
Le 21/10/2020

Didier Lemaire est professeur de philosophie à Trappes depuis vingt ans. Témoin de la progression de l'emprise islamiste dans le livre de Raphaëlle Bacqué et d'Ariane Chemin, La communauté. Il écrit en 2018 avec Jean-Pierre Obin une lettre au président de la République pour lui demander d'agir de toute urgence afin de protéger ses élèves de la pression idéologique et sociale qui s'exerce sur eux. Il se demande aujourd'hui comment les enseignants pourraient bien pallier l'absence de stratégie de l'État pour vaincre l'islamisme.

